

PEUT-ON ENCORE  
ÊTRE CONSERVATEUR ?



ARMAND ROUVIER

---

PEUT-ON ENCORE  
ÊTRE CONSERVATEUR ?

Histoire d'une idée incomprise  
en France

BUCHET • CHASTEL

© Buchet/Chastel, Libella, Paris, 2023

ISBN : 978-2-283-03388-3

*Pour Michel Benoist †*



« Être conservateur, alors, c'est préférer le familier à l'inconnu, l'éprouvé à l'inédit, le fait au mystère, l'actuel au possible, le limité au sans bornes, le convenable au parfait, le rire présent à l'utopie future. »

Michael OAKESHOTT,  
*Du conservatisme*





## 1.

### Le conservatisme en France : autopsie d'un échec politique

Dans les années 1880, les monarchistes, ayant échoué à modeler la République selon leurs vœux, décidèrent de se rassembler en un unique groupe parlementaire qu'ils nommèrent la Droite royaliste puis l'Union conservatrice. L'ambition derrière ce changement sémantique était d'imiter le parti conservateur anglais et comme lui de rassembler la droite dans un grand parti capable de contester l'hégémonie républicaine. Mais la droite était trop divisée entre modérés et intransigeants pour qu'une telle union portât ses fruits et la question du ralliement à la République finira de mettre le feu aux poudres. La droite monarchiste se divise alors en deux groupes : les intransigeants qui rêvent encore de la contre-révolution et une droite « républicaine ». Cette dernière, menée par Jacques Piou (aujourd'hui oublié, mais qui fut au tournant du xx<sup>e</sup> siècle l'un des hommes politiques les plus influents de son temps), renonça au qualificatif de « conservateur » pour lui préférer celui de libéral : en 1901, il fonde l'Action libérale populaire, qui réunit les catholiques ralliés à la République. Le modèle à suivre pour ces catholiques n'est plus le parti conservateur anglais mais le *Zentrum* allemand : il ne s'agit plus de constituer une force politique

monarchiste à droite, mais un large centre droit ouvert à des transfuges venus des rangs républicains. Ce nouveau parti, le premier à droite soutenant la République, connaît un succès temporaire et relativement modeste avant d'être absorbé par la Fédération républicaine en 1919. Les « intransigeants » n'eurent quant à eux aucun succès électoral et ne trouvèrent une voie qu'avec la création de l'Action française qui réussit à les rassembler autour d'un journal. Écartelé entre libéraux et réactionnaires, le conservatisme disparut alors de la sphère politique.

Dans l'entre-deux-guerres, la droite ayant échoué à restaurer la monarchie puis à modeler la République naissante, le terme même de « conservateur » se retrouve disqualifié. L'essayiste Albert Thibaudet, l'un des observateurs les plus sagaces de la vie politique française, peut ainsi écrire en 1932 : « Il n'existe pas plus de “conservateurs” ou de droite officiellement inscrite qu'il n'existe dans l'épicerie de petits pois “gros”<sup>1</sup>. » En effet, à cette époque, aucun parti ne se réclame de la droite ; bien au contraire, les partis siégeant à droite de l'échiquier politique se revendiquent de la gauche. C'est le cas, par exemple, de l'Alliance démocratique, grand groupe siégeant au centre droit, parti de Raymond Poincaré, qui réunit aux élections de 1928 la Gauche radicale, la Gauche sociale et radicale, les Républicains de gauche et l'Action démocratique et sociale. Or ces groupes ne sont plus situés à gauche de l'échiquier politique et ne sont radicaux qu'en tant que descendants du mouvement radical. Les qualificatifs appliqués à la gauche de l'échiquier politique ne sont guère plus clairs : aucun parti à gauche ne se qualifie *de* gauche, si bien que, comme le note encore Thibaudet, « la vraie gauche parlementaire commence à la limite exacte où,

pour que l'électeur croie qu'on en est, il devient inutile de lui conter qu'on en est<sup>2</sup> » ; et il faut aussi comprendre qu'un radical-socialiste est moins radicalement socialiste qu'un socialiste tout court<sup>3</sup>.

Thibaudet nous donne la raison de cette répartition surprenante et de l'absence d'un parti se revendiquant de la droite : le mouvement sinistroyre. Derrière ce terme abscons se cache une réalité assez simple, à savoir l'irruption à l'extrême gauche de nouveaux partis politiques qui poussent l'ancienne gauche toujours plus à droite. Ce mouvement qui, selon Thibaudet, est issu de l'idée de progrès, de la République même et de l'école, assure que la nouvelle génération sera toujours plus à gauche que la précédente. Ainsi, en schématisant, car l'histoire de la nébuleuse républicaine et radicale s'accompagne de nombre de scissions et de schismes : les républicains de Jules Ferry furent poussés à droite par les radicaux, eux-mêmes déportés à droite par l'irruption des radicaux-socialistes, eux-mêmes concurrencés par les socialistes de la SFIO. Après la création en 1920, lors du congrès de Tours, de la Section française de l'Internationale communiste (futur PCF), ceux qui, comme Léon Blum, étaient restés fidèles à la « vieille maison », se trouvèrent à leur tour rejetés à droite.

Ce glissement continu explique comment un groupe nommé les Républicains progressistes a pu être situé tout à droite de l'échiquier politique ou comment le parti radical a pu glisser de la gauche au centre gauche, au centre, puis au centre droit. L'ancien parti d'Émile Combes, pourfendeur de la droite catholique à l'origine de la loi de séparation de l'Église et de l'État de 1905, fut ainsi, sous la présidence de Jean-Louis Borloo, membre fondateur

de l'UMP en 2002 et soutien de la présidence de Nicolas Sarkozy.

Mais ce glissement peut être plus rapide, emmenant aussi bien les hommes que les partis : Raymond Poincaré, grande figure de la droite républicaine, en est l'exemple parfait. Il commence sa carrière politique à gauche, chez les disciples de Jules Grévy, premier président républicain de la III<sup>e</sup> République : il est et restera républicain, laïque, modérément anticlérical. Membre de l'Alliance démocratique, parti majeur du jeu politique, il est ministre dans de nombreux gouvernements avant de devenir président du Conseil : sa politique est alors considérée de centre gauche. Sa présidence contribue à le déporter vers la droite, d'abord parce qu'il rompt avec la discipline républicaine en ignorant le vote interne aux courants républicains qu'il a perdu et qu'il accepte le soutien de voix venant de la droite ; ensuite parce que, une fois devenu président, il s'efforce de renforcer le pouvoir de l'exécutif. C'est surtout son rôle pendant la Première Guerre mondiale et l'émergence du parti communiste qui le rejetèrent définitivement à droite. Pourtant, Poincaré était resté fidèle à ses idéaux de jeunesse ; et s'il avait été peu à peu poussé vers la droite, il ne se considérerait certainement pas comme *de* droite.

Le mouvement sinistrogrye a donc fait que la droite politique pendant le siècle précédent était « à droite de » la gauche mais non véritablement « de droite<sup>4</sup> ». Les modérés rejetés vers la droite forment une « droite situationnelle<sup>5</sup> » qui partage avec ses adversaires de gauche nombre de convictions telles que la croyance au progrès. Or à moins d'avoir une définition nominaliste il est « oxymorique » de considérer qu'il puisse y avoir une droite progressiste, cette dernière étant caractérisée dans son opposition résolue à la

gauche par « un scepticisme sur les possibilités de créer un bonheur collectif<sup>6</sup> » ? C'est ainsi que l'on peut considérer que, si cette droite qui se veut progressiste est bien positionnée à droite de l'échiquier politique, elle n'est pas vraiment « de droite » au sens le plus fort du terme.

Ainsi la droite républicaine n'est pas composée de conservateurs ralliés à la République mais de progressistes modérés refoulés à droite. Cet état de fait, combiné au discrédit du conservatisme et du libéralisme, a donné à la France tout au long du xx<sup>e</sup> siècle une droite qui ne se voulait pas de droite et qui prônait des idéaux de gauche, mais avec plus de modération. Le gaullisme a certes renouvelé l'offre politique mais il a lui aussi rejeté le qualificatif de droite afin de prêcher le rassemblement. Ainsi, récemment, les deux grands partis de droite, l'UDI héritière des républicains et le RPR héritier des gaullistes refusaient tous deux le qualificatif de droite. Il a fallu attendre la présidence de Nicolas Sarkozy pour que la droite de gouvernement s'assume comme telle ; jusque-là, si extraordinaire que cela puisse nous paraître, aucun candidat à l'élection présidentielle sous la V<sup>e</sup> République, à l'exception notable de Jean-Marie Le Pen, ne s'était revendiqué de ce qualificatif.

Si le mot « droite » était proscrit pour les politiques, à droite, inutile de dire que le mot « conservateur » relevait quant à lui carrément de l'insulte. Alain Juppé avait ainsi rejeté le qualificatif dans un débat sur le traité de Maastricht ; plus récemment Jean-François Copé en 2013, alors qu'il était président de l'UMP, avait affirmé avec force : « Je ne laisserai jamais dire que la droite est conservatrice. » Se dire conservateur était alors tabou, le

conservateur c'était l'Autre, celui qui ne voulait pas faire les réformes nécessaires. Le conservatisme semblait donc avoir disparu de l'histoire devant le « triomphe des idées modernes », comme l'affirmait Philippe Bénéton en 1988<sup>7</sup>. La rupture de la tradition a, selon lui, affaibli mortellement le conservatisme : cette doctrine qui accordait sa confiance à l'histoire \* aurait été trahie par cette dernière et aurait disparu, balayée par le mouvement moderne. Les passions et les idées dominantes du monde moderne sont souvent allées contre le conservatisme \*\* : ce dernier, au moins depuis les Lumières, a vu l'absolutisation des revendications individualistes d'autonomie et d'authenticité, et l'émergence d'un rationalisme, incompatibles avec la défense des traditions. En effet, le conservatisme défend la tradition, l'attachement au passé, alors que les passions politiques modernes veulent se débarrasser du passé pour créer un monde entièrement neuf. Les exemples d'un déchaînement de ces passions ne manquent pas, de la Révolution française à l'assaut contre les « Quatre Vieilleries \*\*\* » prôné par la Révolution culturelle maoïste. Même chez les modernes les plus modérés, l'héritage du passé est vu avec suspicion et le futur avec optimisme – nous y reviendrons.

---

\* « Le temps est juge et arbitre de toutes choses » disait par exemple Cazalès. Nous verrons que les conservateurs voient au moins l'histoire comme un principe de légitimation au mieux comme un processus positif.

\*\* Friedrich Gentz (1764-1832), un des premiers traducteurs de Burke en allemand et un des conseillers du chancelier autrichien Metternich (1773-1859), le soulignait dans sa préface aux *Réflexions* : « Le panégyriste des nouveaux systèmes trouve partout des *passions* de son côté. »

\*\*\* Les « Quatre Vieilleries » sont les « vieilles idées », la « vieille culture », les « vieilles coutumes » et les « vieilles habitudes ».

Cela n'a jamais été aussi vrai qu'au cours du XX<sup>e</sup> siècle, volontariste et révolutionnaire s'il en est. Cet état de fait n'est pas particulier à la France, le mouvement sinistroyre est visible partout en Europe. Au Royaume-Uni, par exemple, l'émergence du socialisme a également profondément modifié le paysage politique. Le parti libéral, délogé de la gauche de l'échiquier politique, n'a cependant pas remplacé le parti conservateur à droite du jeu politique ; au contraire il a été absorbé par ce dernier. Le scrutin uninominal majoritaire à un tour, traduit par l'expression *First Past The Post* (c'est-à-dire, « le premier qui passe la ligne d'arrivée a gagné »), qui est à la base du bipartisme britannique, et l'implantation du parti conservateur dans le pays ont empêché le glissement. Depuis, le parti conservateur est une coalition de conservateurs et de libéraux. Si le parti conservateur anglais est devenu tout au long du siècle de plus en plus libéral, il a malgré tout gardé ses références conservatrices. Et ce même chez les « conservateurs » les moins suspects de conservatisme : peu après sa désignation comme Premier ministre, David Cameron avait ainsi proclamé sur la BBC son attachement à la philosophie d'Edmund Burke, célèbre conservateur du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>8</sup>. Mais nulle part ailleurs qu'en France le mouvement sinistroyre n'a été aussi fort. En effet, l'absence d'un grand parti de droite après les échecs répétés du XIX<sup>e</sup> siècle a accentué ce mouvement.

Le mouvement sinistroyre a de fait touché à sa fin avec l'arrivée du parti communiste sur la scène politique, ce dernier ayant su se préserver d'une concurrence à sa gauche. Aujourd'hui, il semblerait que cette force qui pousse les partis de gauche vers la droite soit devenue quasiment inexistante. Combiné à cela, le renouvellement

des générations et l'arrivée de politiques qui n'hésitent pas à se qualifier de droite changent la dynamique politique au point que certains prédisent un mouvement dextrogyre<sup>9</sup>. Cette droite naturellement se cherche une identité et c'est pourquoi, après une longue absence de plus d'un siècle, le qualificatif « conservateur » est réapparu sur la scène politique française avec le changement de nom en 2020 de Sens commun, devenu Mouvement conservateur. Ce changement de nom met fin à une absence de plus d'un siècle : si l'on néglige quelques groupuscules comme le Parti conservateur progressiste français, aucun parti ou mouvement politique n'avait osé endosser le terme depuis la dissolution en 1893 de l'Union conservatrice. Le retour du terme « conservateur » sur la scène politique, fût-ce pour un parti mineur, est un événement, car il indique un mouvement plus large. Il semble que le discrédit qui, à droite, accompagnait le terme soit en train de s'effacer ; plus même, le conservatisme redevient à la mode.

En France, les publications se multiplient qui nous expliquent ce qu'est le conservatisme, comment être conservateur, qu'il faut être fier d'être conservateur. Ce livre participe à cette dynamique, mais il propose de partir de l'histoire intellectuelle et politique du conservatisme en France. Aucune des récentes publications ne s'attarde sur les origines du conservatisme en France, par exemple si Jean-Philippe Vincent dans son livre *Qu'est-ce que le conservatisme ?* fait remonter celui-ci jusqu'à Cicéron \*, il

---

\* Ce qui nous semble contestable. La philosophie de Cicéron a certes une influence importante chez certains auteurs comme Burke, mais il est hasardeux de vouloir reporter des qualificatifs profondément modernes dans l'histoire antique.



ne mentionne pas d'origine française. Pareillement dans *Le Dictionnaire du conservatisme* publié en 2017 l'on ne trouvera pas d'entrée pour Montaigne ou Pascal. Deux idées motivent ce silence : l'une que le conservatisme naît en réaction à la Révolution française et l'autre qu'il s'agit principalement d'une idée anglo-saxonne.

Nous entendons faire la preuve ici que la France a été l'un des berceaux du conservatisme avant même la Révolution et que son échec, s'il a des raisons profondes, n'était pas inévitable. Ce passage par l'histoire peut donner quelques indices sur le futur du conservatisme en France, mais surtout il nous permet de mieux comprendre de quoi nous parlons, car il y a peu de qualificatif politique plus galvaudé que « conservateur ». La vision du conservatisme que nous présentons pourra surprendre, cependant je n'ai fait que prendre la définition classique anglaise du conservatisme, et qu'essayer de trouver les penseurs français à qui elle correspondait. Tout essai sur le conservatisme est forcément redevable des penseurs anglo-saxons car c'est seulement parmi eux qu'il y a eu un débat (et un consensus relatif) sur cette conception politique. Cette démarche pouvait me mener soit à conclure qu'il n'y avait pas de conservatisme en France, soit à redécouvrir un conservatisme français et, comme le soupçonnait le philosophe conservateur britannique Michael Oakshott, à en apprendre beaucoup sur la part conservatrice de Montaigne et de Pascal<sup>10</sup>.

Une telle renaissance, certes toute relative, de l'idée conservatrice m'a quelque peu surpris. Pendant longtemps, le conservatisme en France a été considéré comme impossible<sup>11</sup> ; coincé entre les libéraux et les réactionnaires, il n'a jamais pu se déployer et a péri sans panache dans les

dissensions internes de la droite de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Le conservatisme était pour beaucoup une doctrine qui ne pouvait avoir une histoire heureuse que dans les pays anglo-saxons ; son importation en France ne pouvait être qu'un échec. Ce point de vue, s'il me semblait juste, ne me satisfaisait pas entièrement ; l'impossibilité annoncée d'un conservatisme français servait en partie à ne pas l'étudier ou pire à confondre conservateurs et réactionnaires. La vision téléologique de cet échec oubliait que c'est en France qu'a été inventé le mot et qu'il y existait une tradition conservatrice qui méritait l'attention. La question n'était alors qu'académique ; mais avec le retour encore modeste du conservatisme sur la scène politique – la victoire de François Fillon à la primaire de 2017 –, elle a repris toute son actualité. En effet, le mouvement conservateur va-t-il réussir à proposer un conservatisme adapté à la France et non une pâle copie d'un conservatisme anglo-saxon ? Surtout, va-t-il faire la distinction entre conserver et restaurer, entre être conservateur et être réactionnaire ? En somme, le mouvement conservateur sera-t-il conservateur ou son appellation est-elle un acte de marketing politique ? Il est encore trop tôt pour le dire, mais nous pouvons répondre déjà à deux questions : qu'est-ce que le conservatisme ? et pourquoi est-il de retour ?

La définition de tout grand concept politique est une chose difficile et controversée ; cela est particulièrement vrai du conservatisme qui, de par sa nature, se refuse à la théorisation ; il n'y a pas de grand traité conservateur ou de définition strictement établie. L'usage du mot nous aide encore moins ; le qualificatif est régulièrement utilisé n'importe comment par des auteurs ou des journalistes en manque d'imagination : ainsi, on peut lire régulièrement

dans les pages des journaux que l'Arabie saoudite est un État « ultra-conservateur » ; des politiques de droite de leur côté ont essayé (avec moins de succès) de qualifier les syndicats de « conservateurs ». Inutile de préciser que ces utilisations sont tout à fait abusives et que le terme « ultra » est, avec le très utilisé « ultra-libéral », apparemment devenu une licence pour dénaturer un mot.

Fallacieusement, on pense critiquer le conservatisme en présentant les arguments d'auteurs réactionnaires : Louis de Bonald (1754-1840) et Joseph de Maistre (1753-1821), les deux grands auteurs pionniers de la réaction en France, sont ainsi souvent convoqués. Par exemple, la critique que fait Bonald des droits de l'homme est que ceux-ci ont remplacé les droits de Dieu et que l'*hubris* d'une telle proposition ne pouvait mener qu'au désastre ; nombre d'auteurs, même excellents<sup>12</sup>, amalgament cet argument, qui nous paraît aujourd'hui baroque \*, avec la critique conservatrice des droits de l'homme. Or cette dernière n'a absolument rien à voir avec la critique de Bonald, il s'agit d'une critique des droits abstraits et non du remplacement d'un droit religieux par un droit laïc. C'est comme si l'on pensait qu'en critiquant la théorie de la plus-value chez Karl Marx, on allait discréditer la social-démocratie. Il est tout à fait banal de dire que mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde ; mais l'immense confusion autour du terme « conservatisme » nous force à être banals.

Le conservatisme n'est ni la réaction ni le libéralisme ; ce n'est pas un mouvement religieux ; ni une idéologie qui souhaite imposer la vertu dans la société ; pour tout cela,

---

\* Ce qui ne veut pas dire qu'il ne mérite pas discussion.

d'autres qualificatifs comme « puritain » existent. Non, être conservateur, c'est, sans surprise, vouloir conserver ; c'est la disposition qui porte à préférer le familier à l'inconnu, qui pousse à avoir une vision prudente et modeste de la politique ; à se méfier des idées abstraites ; à accorder sa confiance à un héritage issu du passé. Ainsi, les auteurs conservateurs peuvent être religieux, agnostiques ou athées mais, dans tous les cas, ils légitimeront historiquement l'ordre établi. Conserver l'héritage présent, c'est accepter son imperfection, d'abord parce que cet héritage a beau être imparfait, il est le nôtre, il nous définit. Ainsi, un Français voulant imposer la *common law* \* britannique en France deviendrait singulièrement un révolutionnaire. Car, au lieu d'accepter l'héritage qu'est l'histoire de France, il voudrait radicalement le changer pour remodeler le système politique selon son idéologie ; il ne s'agirait plus de conserver, mais de modifier.

Cette acceptation de l'imperfection est aussi un acte de pragmatisme : comme l'a écrit F.-R. de Chateaubriand, « il faut dans la vie partir du point où l'on est arrivé. Un fait est un fait<sup>13</sup> ». Ainsi, les conservateurs ne sont pas des radicaux, ils ne souhaitent ni instaurer un nouveau monde ni restaurer l'ancien. Au contraire, ils acceptent le passage du temps, ils veulent conserver ce qui en est issu. Pour le dire autrement, là où le progressiste veut vivre dans le futur et où le réactionnaire veut vivre dans le passé, le conservateur, lui, souhaite vivre dans le présent. Présent certes vu comme un héritage du passé que nous serions mal venus de réaménager radicalement, mais présent tout de même.

---

\* La *common law* est un système juridique où la jurisprudence est la source principale du droit.

Les raisons du retour du conservatisme dans le champ politique sont à chercher dans cette orientation : si le passé a perdu son prestige il y a longtemps, le déclin du futur comme horizon politique est, quant à lui, beaucoup plus récent. Et c'est sur les ruines de cette illusion que le conservatisme renaît. En effet, le changement de notre mentalité politique rend de nouveau audibles les arguments conservateurs. Le <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle a été le siècle du volontarisme politique : les mouvements révolutionnaires l'ont rempli de leurs échecs sanglants et ont radicalement changé notre disposition envers la politique. Nous avons perdu foi en notre capacité de changer radicalement le monde pour le rendre meilleur ; il n'y a plus grand monde, et heureusement, pour nous dire : « Cours camarade, le vieux monde est derrière toi. » Le volontarisme a bien sûr de beaux restes mais peu de gens aujourd'hui prônent un changement radical et violent de la société.

Autre victime de l'histoire, notre foi dans le progrès a été bien entamée. Par progrès, nous voulons dire l'idée que l'accroissement de la connaissance nous permettra de façonner le monde à notre convenance et d'atteindre le bonheur en extirpant les mauvaises traditions. Un bon signe du déclin de cet idée c'est qu'il n'y a aujourd'hui plus personne pour défendre la colonisation, c'est-à-dire le droit et le devoir des peuples les plus avancés sur la voie du progrès d'en faire bénéficier des peuples moins avancés. Cette opinion, qui était autrefois si répandue dans la gauche progressiste – de Condorcet au fameux discours de Jules Ferry sur les devoirs des « races supérieures » du 28 juillet 1885 –, n'est aujourd'hui heureusement plus défendable... et plus défendue. Quoique les Américains l'aient récemment mobilisée pour justifier l'invasion de

l'Irak, non plus au nom de la civilisation mais au nom de la démocratie, changement de vocabulaire mais non de mentalité. Malgré son nom, la politique néo-conservatrice n'est pas véritablement conservatrice ; ce qui n'est pas surprenant car « conservateur » dans le langage courant américain veut dire n'importe quoi et n'importe qui à droite, comme « libéral » à gauche. Cet usage cavalier des termes explique en partie la confusion qui règne autour de la signification du terme « conservateur » aujourd'hui. Les néo-conservateurs véritables sont des intellectuels de gauche qui ont décidé de passer à droite, sans entièrement renier leur progressisme.

S'il est bien entendu que la colonisation ne se réduit pas au progressisme, et qu'elle a d'autres justifications, en France particulièrement – et ce depuis l'expédition de Bonaparte en Égypte –, le discours progressiste y a joué un grand rôle. Aujourd'hui, nous ne pensons plus être portés par un progrès qui mènerait l'histoire vers une conclusion heureuse. En conséquence de quoi, notre croyance en l'idée de progrès s'est affaiblie. Mais notre postmodernité est revenue à la question fondamentale de la crise moderne : sur quelle base fonder notre allégeance politique ? La réponse conservatrice de maintenir la tradition et les coutumes parce qu'elles sont reçues reste modeste et insatisfaisante, mais elle a repris sa brûlante actualité.

Le conservatisme est d'abord une disposition anxieuse, dont la doctrine n'est qu'une justification. Le conservatisme est la défense de ce qui nous est familier, car ce qui nous est familier a une valeur par sa familiarité même. La familiarité est aussi pour l'homme et son entendement limité le domaine de l'action raisonnable. L'expérience

peut le guider, son action peut en être informée. Pour les conservateurs, c'est seulement en conservant la familiarité du monde que l'on pourra réconcilier l'homme avec ce dernier. Bien qu'à la droite de l'échiquier politique le conservatisme n'est pas en faveur d'un retour de l'ancien ; mais en même temps, il n'accepte pas le rationalisme propre au projet moderne. Le conservatisme est, en dernière analyse, une idéologie modeste et décevante ; forcé d'accepter le monde moderne, il se refuse cependant à en ratifier l'esprit. S'il nous fallait proposer une définition concise du conservatisme, elle resterait simple : le conservatisme est la doctrine de ceux qui sont d'abord disposés à conserver ce qu'il y a de bon dans le monde avant de penser à l'améliorer ; la doctrine de ceux qui pensent que la conservation est une tâche active, essentielle et nécessaire à la survie d'un monde civilisé. Le conservateur n'est donc pas un réactionnaire, pour qui les jeux sont déjà faits et la conservation des restes du naufrage inutile ; ni un libéral pour qui la conservation est une tâche bien secondaire par rapport à l'invention d'un monde où la liberté pourrait enfin s'épanouir.





## 2.

### Pourquoi les conservateurs ne sont ni des réactionnaires ni des libéraux

Être conservateur, ce n'est ni être réactionnaire ni être libéral. Avec ces deux courants de pensée, le conservatisme peut partager des opinions et des arguments, mais il reste une disposition différente envers la politique : il n'a pas le même point de départ, ni la même façon d'appréhender la politique, ni le même objectif. L'amalgame réaction/conservatisme est le plus commun, il a même été maintenu par quelques spécialistes. Cependant, il est aussi le plus facile à dissiper. Un fossé infranchissable sépare en effet conservatisme et réaction : plus que deux idéologies distinctes, ce sont deux façons de voir le monde, deux *sensibilités*. S'il y a certains rapprochements à faire entre la réaction et le conservatisme, parfois même des influences réciproques, des thèmes en commun, un traditionalisme et un organicisme partagés, il nous semble cependant qu'il y a une différence de nature entre le conservatisme et la réaction. Les réactionnaires sont souvent influencés par la critique conservatrice et en reprennent des thèmes à leur compte : ainsi Maistre et Bonald citent tous deux abondamment Burke, mais leur propos est radicalement différent de celui du conservateur britannique. Ou, pour le dire autrement, si le réactionnaire et le conservateur

entonnent parfois la même critique, ils ne le font pas dans le même esprit. La position du réactionnaire vis-à-vis de la politique est sensiblement différente, elle s'exprime fondamentalement sous la forme d'un rejet du monde moderne : le réactionnaire est « intransigeantiste » : il refuse de transiger avec la modernité ; et « intégraliste » : il veut revenir intégralement à un monde disparu.

Là où la disposition conservatrice pousse modestement à conserver, le réactionnaire a le projet beaucoup plus ambitieux de restaurer un ordre perdu, de sauver le monde de son naufrage. Ainsi, chez nombre de réactionnaires, l'idée est vraiment de faire une révolution contraire et non, selon la formule fameuse de Maistre, le contraire de la révolution. Cette formule célèbre était une réponse cinglante à l'essai de Benjamin Constant, *De la force du gouvernement actuel de la France et de la nécessité de s'y rallier* (1796). Pour Constant, l'idéologie des contre-révolutionnaires n'est pas une défense de l'ordre établi : « La contre-révolution ne saurait être elle-même qu'une nouvelle révolution<sup>1</sup>. » Les réactionnaires, lorsqu'ils essaient d'appliquer politiquement leur programme, semblent donner raison au penseur libéral<sup>2</sup>. La référence à la tradition des réactionnaires est construite, elle ne repose pas sur des sentiments comme chez les conservateurs, mais sur un rationalisme bien compris. Ainsi, chez Charles Maurras, la défense de la monarchie passe par une démonstration abstraite de ses avantages, sa nécessité est démontrée « comme un théorème<sup>3</sup> » ; chez Bonald, comme pour les philosophes des Lumières, « l'ordre social est la copie d'un modèle idéal auquel il doit être rendu conforme<sup>4</sup> ». Cette philosophie constructiviste est bien sûr incompatible avec le

scepticisme et avec la défense des libertés, si importante dans le conservatisme : « Ainsi [chez Bonald], la conception artificialiste du consensus idéologique conduit à condamner toute divergence sur les fins de l'organisation sociale, toute dissidence dans les pratiques<sup>5</sup>. »

Contre la « raison géométrique » moderne, ces penseurs construisent des théorèmes abstraits qui défendent la tradition. Mais leur façon de procéder est semblable, elle est même souvent encore plus rationaliste que chez certains de leurs adversaires. Le conservateur, de son côté, s'il défend la tradition, la défend *faute de mieux* et parce qu'il lui est *attaché*. Ainsi Mark Lilla, l'historien des idées américain, a bien raison de nous rappeler dans son livre sur la réaction que

les réactionnaires ne sont pas conservateurs. C'est la première chose qui doit être comprise à leur sujet. Ils sont, à leur façon, aussi radicaux que les révolutionnaires et aussi pris par un imaginaire historique. L'attente millénariste d'un nouvel ordre social salvateur et d'un homme régénéré inspire le révolutionnaire ; la peur apocalyptique d'entrer dans un nouvel âge des ténèbres hante le réactionnaire<sup>6</sup>.

Ces réactionnaires qui pensent qu'il est encore possible de lutter contre l'histoire deviennent nécessairement révolutionnaires. En effet, la radicalité est consubstantielle à la réaction. L'archétype du réactionnaire est Léo Naphta, le personnage de *La Montagne magique* de Thomas Mann : il apparaît dans le roman comme un jésuite irrationaliste et antimoderne et y finit marxiste. Le réactionnaire peut

ainsi défendre des idées antimodernes très éloignées de la pratique politique mais dès qu'il descend de la montagne, il devient le plus fervent des révolutionnaires. Baudelaire, par exemple, prend le chemin inverse de Léo Naphta, d'abord socialiste révolutionnaire en 1848, il devient en 1851 un disciple convaincu de Maistre. Il y a une certaine constance dans ces changements : dans le cas, fictionnel, de Naphta, comme dans celui, réel, de Baudelaire, les engagements restent radicaux, vigoureusement opposés à l'ordre des choses dominé par la société bourgeoise. Pour eux, l'ordre légitime du monde ne saurait être restauré que par une révolution. En France, c'est Maurras qui a été le plus proche intellectuellement d'une révolution contraire, particulièrement avec son *Si le coup de force est possible* (1910) dans lequel il estime que le « coup de force » est nécessaire et où il liste et étudie diverses façons de le réaliser.

Cependant, tous les réactionnaires ne sont bien sûr pas des révolutionnaires inversés, pour certains le « coup de force » n'est ni possible ni souhaitable. Le plus illustre représentant de ce courant est Joseph de Maistre, qui renonce à faire une révolution contraire et dont toute l'œuvre appelle à se soumettre au gouvernement temporel de la Providence. Pour reprendre l'explication de Patrice Gueniffey :

Les *Considérations sur la France* sont une exhortation lancée aux contre-révolutionnaires pour qu'ils déposent les armes et se soumettent à la puissance irrésistible qui emporte jusqu'aux choses humaines les plus anciennes et les mieux établies. Loin de vouloir ressusciter un monde qu'il sait désormais condamné, mais sans pour

autant consentir à celui qui est en train de naître, Joseph de Maistre préfère contempler avec une fascination désespérée le vieux monde en train de passer<sup>7</sup>.

La conservation n'est ni souhaitable ni possible chez Maistre, l'histoire va à sa consommation et on ne saurait s'y opposer. Le réactionnaire se retrouve donc comme un exilé de l'intérieur, il est intransigeant envers le monde moderne et espère un retour à un monde intégralement religieux. Ce mode de pensée se retrouve aussi chez René Guénon, quand le désespoir face au naufrage de l'Occident le pousse à se réfugier en Égypte avec l'espoir que « l'Orient » ne prendra pas le même chemin<sup>8</sup>. Ces réactionnaires, en choisissant l'exil, intérieur ou extérieur, cultivent une certaine esthétique de l'inaction. C'est sans doute le moraliste colombien Nicolás Gómez Dávila qui a le mieux décrit ce choix, dans un article de 1995 : il ne croit pas au gouvernement temporel de la Providence, n'a aucune fascination pour l'« Orient » ou un autre monde où l'on pourrait se retirer, et pourtant comme Maistre ou Guénon, il se réfugie aussi dans une esthétique de l'inaction :

Dans le processus actuel, les forces sociales ont creusé leur lit dans la roche, et rien ne dévient leur cours tant qu'elles ne débouchent pas dans l'étendue rase d'une plaine hasardeuse. La gesticulation des naufragés fait seulement dériver leurs corps parallèlement à l'autre rive. Cependant, si le réactionnaire est impuissant dans notre temps, sa condition l'oblige à témoigner son dégoût<sup>9</sup>.

Ainsi, pour le moraliste colombien, le monde se défait devant le réactionnaire authentique, il ne lui reste plus qu'à « subir le naufrage du monde moderne avec dignité<sup>10</sup> ».

Là repose la différence fondamentale entre réaction et conservatisme. La réaction est « une invocation d'un vieil ordre des choses, plutôt qu'une invitation à s'adapter aux circonstances changeantes dans un esprit de conservation et de renouvellement<sup>11</sup> ». Pour le réactionnaire, un fossé nous sépare de cet ancien et bon ordre des choses, les choses allant comme elles vont, conserver ne sert à rien. Mark Lilla a donné à cette sensibilité « intransigeantiste » et « intégraliste » une épithète révélatrice : « l'esprit naufragé ». Le réactionnaire voit ainsi « les débris du paradis » dériver devant ses yeux. Exilé par le temps qui l'éloigne de ce passé rêvé, il est « électrifié » par son souvenir, autant que le révolutionnaire est « électrifié » par la vision du futur rêvé ; et « il se sent dans une position plus forte que son adversaire car il croit être un gardien de ce qui s'est réellement passé et non pas le prophète de ce qui peut être<sup>12</sup> ».

Il faut même pousser plus loin cette comparaison entre réactionnaire et révolutionnaire car le réactionnaire n'est pas à proprement parler un défenseur du passé. Il ne défend pas le passé mais des principes qui se sont incarnés à un moment dans ce passé ; de la même manière, le révolutionnaire pense que les principes auquel il croit vont se réaliser dans le futur. Ainsi Bonald ne défend pas la monarchie absolue car c'est le régime historique de la France ; mais la monarchie est de droit divin, le seul capable de garantir une hiérarchie juste. Tandis que, pour Maurras, la même monarchie n'est plus de

droit divin mais le seul régime rationnel pour la France. Pour tous les deux, une contre-révolution est possible, qui instaure ce régime idéal. Même Maistre, qui ne prône pas une contre-révolution, pense que si Dieu le veut, le gouvernement temporel de la Providence ramènera le monde à la Religion et aux bons principes. Les réactionnaires balancent donc entre le pessimisme le plus profond et l'optimisme le plus fervent, une partie d'entre eux, à l'instar du révolutionnaire, croyant en l'action politique comme moyen de transformer le monde. Mais il y a entre eux et le révolutionnaire une différence majeure : là où ce dernier pense avoir le temps de son côté, les réactionnaires pensent que le temps joue contre eux : ils doivent agir maintenant ou se résigner au naufrage. La continuité historique n'est pas le substrat de ces deux tempéraments politiques : tous deux souhaitent l'instauration d'un monde radicalement différent.

Ainsi, la réaction peut prendre plusieurs formes : selon les principes qui l'animent, elle peut être religieuse, philosophique, morale ; mais l'idée est de revenir à un état antérieur à l'évolution tragique de l'histoire. Il y a aussi une différence de méthode entre réactionnaires : il y a ceux qui acceptent la nécessité d'une révolution contraire et ceux qui, plus marqués par la critique conservatrice des révolutions, prônent une attitude quiétiste<sup>13</sup>. Dans les deux cas, le réactionnaire a une vision désespérée de la politique : son monde idéal est de plus en plus lointain, de plus en plus difficile à retrouver. Échoué sur ces rivages, le réactionnaire est un personnage moderne, son rapport à l'histoire est profondément différent de celui du conservateur :

Si le progressiste se tourne vers le futur et le conservateur vers le passé, le réactionnaire ne mesure pas ses aspirations à l'aune de l'histoire d'hier ou de demain. Il n'acclame pas ce que doit apporter l'aube prochaine, pas plus qu'il ne se désole des dernières ombres de la nuit. Son séjour s'élève dans cet espace lumineux où les essences l'interpellent de leurs présences immortelles. [...] Le réactionnaire n'est pas le rêveur nostalgique des passés abolis, mais le chasseur d'ombres sacrées sur les collines éternelles<sup>14</sup>.

Il y a pour le réactionnaire une trahison de l'histoire. Le monde moderne s'est éloigné de ces ombres sacrées, il a voulu devenir autonome en se séparant du transcendant. Il nous laisse ainsi sans recours et définitivement chassé du paradis. On comprend dès lors que si conservatisme et réaction sont tous deux mus par la nostalgie, leur réponse est radicalement différente : pour le conservateur, l'irréversibilité du temps témoigne de la fragilité des choses, et nous oblige à mobiliser notre énergie en vue de conserver ce qui est bon. Pour le réactionnaire, souvent lucide, la nostalgie est celle d'un monde définitivement perdu, dont il ne reste que quelques débris ; il s'interdit pourtant une vraie action politique, ne souhaitant qu'un retour intégral à l'Éden perdu. Même chez les réactionnaires qui souhaitent par un « coup de force » recréer le monde perdu, l'inaction est en fait la règle. La construction de systèmes métaphysiques et les vitupérations leur servent d'*ersatz* à l'action. Confrontés au réel, ils ne savent pas agir politiquement, c'est-à-dire de manière imparfaite. Maurras en



est l'exemple type. Les déçus de l'Action française avaient raison de la surnommer ironiquement « l'Inaction française \* ». Si l'Action française mettait bien en avant un discours de rupture radicale, elle ne se donnait aucun moyen de l'accomplir, se contentant d'attendre l'apparition d'un homme « providentiel » qui aurait le courage et l'énergie de restaurer pour eux la monarchie, comme le général George Monck, cité en exemple par Maurras, qui avait rétabli sur le trône le roi d'Angleterre Charles II, en 1660<sup>15</sup>. Joseph de Maistre, lui, dans ses moments d'optimisme, attendait que l'œuvre de la Providence restaure et rajeunisse le christianisme \*\*. À la fin, comme le reconnaît Gómez Dávila, si la pensée réactionnaire peut être lucide sur ce monde qu'elle honnit, elle aboutit cependant à une stérilité pratique<sup>16</sup>.

Les penseurs que nous venons de citer nous renseignent sur le tempérament du réactionnaire : ce dernier se lance en politique avec une véritable passion parce qu'il s'agit pour lui de corriger le monde, de s'opposer énergiquement à un naufrage qui risque de tout détruire (ou qui l'a déjà fait), il se croit, et l'est parfois, plus lucide que ces contemporains et il se rend compte de l'urgence de l'action. En conséquence, lorsqu'il intervient en politique, le réactionnaire est un homme pressé. Le temps joue contre lui et s'il veut agir, cette action doit être radicale. Conservateurs et réactionnaires sont irréconciliables : même s'ils peuvent partager des points de vue

---

\* L'expression est de Lucien Rebatet dans *Les Décombres*.

\*\* J. de Maistre, *Considérations* : « Il me semble que tout philosophe doit opter entre deux hypothèses, ou qu'il va se former une nouvelle religion, ou que le christianisme sera rajeuni de manière extraordinaire. »

communs, leurs *dispositions* respectives envers la politique sont radicalement différentes. Là où les conservateurs veulent prudemment conserver l'héritage du passé, les réactionnaires eux souhaitent une rupture radicale avec cet héritage, qu'ils voient comme définitivement compromis. Pour eux, l'essentiel a déjà été perdu, ils attendent plus de la Providence que de l'œuvre des hommes. Radicaux en politique, ils sont toujours tentés par la *politique du pire*, car elle correspond à leur idée romantique de la politique. Lorsqu'ils descendent, rarement, dans l'arène, ils sont souvent animés comme Baudelaire par le « goût de la vengeance » et le « plaisir naturel de la démolition \* ». En somme, les réactionnaires rejettent absolument le monde présent et attendent sa destruction ; les conservateurs, au contraire, acceptent le monde présent dans son imperfection et souhaitent le conserver.

Pour le conservatisme, si la réaction est Charybde, le libéralisme est certainement Scylla. Il y a autant de similitudes et de divergences entre conservatisme et réaction qu'entre conservatisme et libéralisme. Mais pour autant, libéralisme et conservatisme sont beaucoup plus compatibles que conservatisme et réaction. Nombre de libéraux ont un côté conservateur et nombre de conservateurs font partie de l'histoire du libéralisme – Alexis de Tocqueville et Edmund Burke en sont les exemples les plus marquants.

---

\* « Mon ivresse en 1848. / De quelle nature était cette ivresse ? / Goût de la vengeance. Plaisir naturel de la démolition. / Ivresse littéraire ; souvenir des lectures. / Le 15 mai. – Toujours le goût de la destruction. Goût légitime, si tout ce qui est naturel est légitime. / Les horreurs de juin. Folie du peuple et folie de la bourgeoisie. Amour naturel du crime » (I, 679), cité par A. Compagnon, *Un été avec Baudelaire*, Paris, Éditions des Équateurs, 2015.

Mais si le libéralisme n'est pas, à l'instar du conservatisme, traditionaliste et organiciste, ils ont malgré tout une histoire commune. Roger Scruton (1944-2020), le dernier grand philosophe conservateur britannique, est même allé jusqu'à défendre l'idée que le conservatisme est né comme « une hésitation dans le libéralisme<sup>17</sup> » et qu'il a en lui, depuis le début, des éléments du libéralisme classique. Cette opinion, si elle nous semble historiquement contestable en dehors du Royaume-Uni \*, souligne cependant à raison la proximité entre les deux tempéraments politiques.

En particulier, conservateurs et libéraux sont d'accord sur « le besoin de limiter le pouvoir du gouvernement, les institutions représentatives, la séparation des pouvoirs, et les droits fondamentaux des citoyens, qui doivent tous être défendus, [...] contre la gouvernance *top-down* de l'État constructiviste<sup>18</sup> ». Il serait sans doute préférable de dire que le libéralisme est tellement vaste qu'il embrasse d'un côté les conservateurs et de l'autre les révolutionnaires. Il serait faux, nous le verrons, de voir le conservatisme comme issu du libéralisme : tous deux nés de la crise politique moderne, ils ont partagé leur refus de l'absolutisme et l'impossibilité de refonder le monde sur la révélation religieuse ; mais leurs objectifs ne pourraient pas être plus différents. Là où le conservateur se satisfait volontiers de cette incertitude, les libéraux cherchent un principe sur lequel refonder l'ordre des choses. Tant qu'ils étaient tous deux dans l'opposition à l'absolutisme, on a pu les penser similaires – d'autant que,

---

\* Le parti conservateur anglais est en effet né d'une scission du parti whig, l'ancêtre du parti libéral. Pour autant le conservatisme en tant qu'opinion intellectuelle prédate cette scission et n'est pas issu de la philosophie libérale.

jusqu'au courant du XIX<sup>e</sup> siècle, ces catégories politiques ne faisaient pas encore partie de notre vocabulaire.

Tant que le libéralisme restait une doctrine « critique du pouvoir politique de la religion, critique de l'absolutisme monarchique<sup>19</sup> », il pouvait se confondre avec le conservatisme. La controverse entre libéralisme et conservatisme était quasi muette au XVIII<sup>e</sup> siècle, à l'exception notable de Hume qui dans sa philosophie attaque les « illusions rationalistes<sup>20</sup> » de penseurs libéraux comme Locke. Dans une large mesure, l'appréciation des libéraux, pour l'exemple anglais, construit par les aléas de l'histoire bien plus que par un projet volontariste, apparaît comme trompeuse, car « la force de la pensée libérale vient de ce qu'elle exprime consciemment les aspirations nouvelles qui accompagnent ces transformations politiques, en rejetant du côté de l'ancienne organisation "autoritaire" de la société tout ce qui, dans l'État moderne, pourrait entraver la liberté des hommes<sup>21</sup> ». Avec la Révolution française, les libéraux entreprennent, pour la première fois, « de "nettoyer l'aire" pour bâtir de *ново* le corps politique<sup>22</sup> ». Ce faisant, ils s'opposent de front au conservatisme. La Révolution française sera l'instrument de séparation entre conservateurs et libéraux. Le malentendu intellectuel s'est révélé avec les prétentions constructivistes de la Révolution. En France, le « libéralisme aristocratique » du parti dit « aristocrate », le groupe parlementaire de droite lors des débuts de la Révolution, « va s'écarter radicalement de celui des hommes de 1789<sup>23</sup> » ; au Royaume-Uni, Edmund Burke va rompre avec nombre de ses alliés whigs, les ancêtres des libéraux anglais. La Révolution a montré que les libéraux prisaient plus la possibilité d'une liberté accrue que la nécessité de l'ordre. Pour les libéraux, la liberté est

première, pour les conservateurs, elle est un produit de l'ordre, comme le souligne Roger Scruton :

Il [le conservatisme] est opposé à l'idée que l'ordre politique est fondé sur un contrat, aussi bien que la suggestion parallèle selon laquelle l'individu jouit de liberté, de souveraineté et de droits dans un état de nature, et peut abandonner la charge de l'appartenance sociale et politique pour recommencer à partir d'une condition de liberté absolue. Pour les conservateurs, les êtres humains sont soumis à des obligations et attachés à des institutions et des traditions qui contiennent en elles un précieux héritage de sagesse, sans lequel l'exercice de la liberté est aussi susceptible de détruire les droits et les privilèges humains que de les renforcer<sup>24</sup>.

Les libéraux pensent pouvoir fonder la liberté sur la raison et la mettre au cœur de l'édifice politique. Pour les libéraux français, la liberté devient indissociable de 1789. La plupart des libéraux approuvent la rupture révolutionnaire de 1789. Pour que la France connaisse la liberté, il fallait selon eux constituer à nouveau la société. Le conservateur, au contraire, recule devant une telle proposition. L'opposition des « aristocrates » à l'idée même de Constituante en est l'exemple<sup>25</sup>. Pour cette droite, le pouvoir constituant a un caractère absolu et illimité, et peut être regardé comme « une arme de dissolution sociale<sup>26</sup> ». Il ne saurait y avoir de pouvoir constituant dans un État constitué. *A contrario*, les libéraux, même les plus modérés, tels les monarchiens – promoteurs d'une monarchie

constitutionnelle – sont en 1789 favorables à l'idée d'une Constituante. Par conséquent, ils considèrent comme un principe que la liberté doit se fonder sur une rupture et non sur une continuation et une redécouverte. Pour les libéraux comme Charles de Rémusat (1797-1875), écrivain et homme politique libéral français, en effet la liberté n'existait pas en France avant 1789 : « Avait-elle [la France] le passé de l'Angleterre ? Burke omet une chose, c'est de lui découvrir des traditions dont elle pût se faire des droits : comme on invente des aïeux à qui veut vieillir sa noblesse, il fallait lui refaire son histoire pour que sa liberté fût historique ; mais en France, la liberté est une nouvelle venue qui devait être la fille de ses œuvres<sup>27</sup>. »

« Pour être libre, il faut l'avoir été jadis », continue Charles de Rémusat. En ce sens, les libéraux sont encore plus négatifs à propos de l'histoire de France. Là où les conservateurs pensent que l'Ancien Régime assurait malgré tout « une honnête liberté » aux Français, les libéraux ont tendance à condamner en entier l'histoire de France d'avant 1789<sup>28</sup>. Si l'on ne peut corriger les anciennes institutions par les institutions mêmes, comme Rémusat et les libéraux le pensent, alors seule une rupture avec le passé peut fonder *ex nihilo* la liberté. Cette option est d'autant plus facile pour les libéraux qu'ils ont spontanément une grande méfiance de la coutume qui leur apparaît comme une barrière à la liberté, au progrès et à toute amélioration\* ; pour eux, comme l'exprime Thomas Paine dans son *Common Sense* : « La longue habitude de penser faux

---

\* Si l'on en croit John Stuart Mill : « Le despotisme de la coutume est partout l'obstacle qui défie le progrès humain, parce qu'il livre une dispute incessante à cette disposition de viser mieux que l'ordinaire, et

donne l'apparence superficielle d'avoir raison et soulève un formidable tollé en défense de la coutume. » La coutume est ainsi vue par les libéraux comme despotique alors que pour les conservateurs elle est au contraire le socle sur lequel reposent les libertés.

Le conservateur croit en la nécessité de l'héritage et demeure méfiant vis-à-vis de cette table rase. Plus encore, l'ordre libéral serait soutenu par un héritage pré-libéral. Ainsi, l'attachement aux valeurs libérales de Burke « s'accompagne d'une profonde méfiance à l'égard de tout ce qui, en les coupant de la tradition (aristocratique et chrétienne) qui a précédé leur avènement, met leur survie en danger sous prétexte de les accomplir pleinement<sup>29</sup> ». Et pour le philosophe Alasdair MacIntyre, « l'État libéral ne survit que grâce à la persistance de traditions non libérales (comme le patriotisme), qu'il mine pourtant progressivement<sup>30</sup> ». Si le conservatisme, sur certains points, peut être vu comme similaire au libéralisme, il reste critique de ce dernier, anxieux qu'il est que la dynamique libérale efface le gain des siècles passés. Ainsi, contrairement au libéral, le conservateur met l'accent sur l'héritage qui, selon lui, permet la société libérale : « Ce n'est que là où les coutumes et les traditions existent que la souveraineté de l'individu conduira à un véritable ordre politique plutôt qu'à l'anarchie ; ce n'est que dans une communauté d'obligations non contractuelles que la société aura la stabilité et l'ordre moral qui rendront le gouvernement séculier possible<sup>31</sup>. »

Les conservateurs sont des modernes antimodernes ; on pourrait aussi dire que ce sont des libéraux antilibéraux.

---

qu'on appelle, suivant les circonstances, esprit de liberté, esprit de progrès et d'amélioration. » cf. *De la Liberté*, 1859.

Ils ne remettent pas en cause le monde moderne, l'ordre libéral et la fracture théologico-politique qui l'a créé. Toutefois, ils nous mettent en garde sur la capacité destructrice de cette modernité libérale et sur la précarité et la nécessité de notre héritage.

La différence entre l'approche libérale et l'approche conservatrice se révèle pleinement dans leur rapport à l'histoire. Le libéralisme s'est forgé comme une critique tant de la « loi divine » que de la « loi humaine ». Les hommes étant en désaccord sur le contenu de ces lois, le libéralisme nous propose « de chercher à celles-ci un point d'appui non dans le ciel, mais sur la terre<sup>32</sup> ». Le droit naturel se fonde par sa nécessité, l'homme ayant besoin de trois droits « inséparables et cependant distincts : le droit à la *sécurité*, c'est-à-dire l'intégrité du corps ; le droit à la *propriété*, c'est-à-dire aux moyens qui permettent de vivre ; le droit à la *liberté*, c'est-à-dire à la libre détermination des moyens de se conserver, dont chacun est pour lui-même le meilleur juge<sup>33</sup> ». C'est à partir de ces trois droits que les libéraux construisent leur système politique. Ils partent d'abstractions, certes difficilement réfutables, pour aller vers le concret. Ainsi, on peut dire que le libéralisme est une idéologie *anhistorique*, fondant une légitimité politique pouvant s'appliquer tout le temps et partout.

Il y a cependant une exception, et elle est de taille, dans le corpus libéral, il s'agit de Montesquieu. En effet, celui-ci ne « construit pas les institutions de la liberté à partir des droits de l'état de nature<sup>34</sup> ». Contrairement à Locke, il part des contraintes qu'il faut appliquer au pouvoir. En conséquence, sa pensée est beaucoup plus historique que celles des autres libéraux, sa défense des libertés naturelles cède « à son acceptation conservatrice de la diversité des